



Comité économique
et social européen

Réalisations récentes
du CESE

Veiller à ce que les accords commerciaux profitent à toutes les composantes de la société



Les douze groupes consultatifs internes de l'Union européenne (UE) sont des organes de la société civile qui suivent la mise en œuvre d'accords commerciaux. Ils répondent à la demande, formulée de longue date par la société civile, de surveiller les incidences économiques, sociales et environnementales des accords de libre-échange conclus par l'UE.

Cette série de fiches d'information vise à montrer notre impact sur la législation européenne, les domaines dans lesquels nous avons porté des questions essentielles de la société civile devant l'UE ou ceux dans lesquels nous nous sommes imposés en tant qu'acteurs clés.

POUR PLUS
D'INFORMATIONS



La Commission européenne a désigné le Comité économique et social européen (CESE) comme secrétariat de tous les groupes consultatifs internes (GCI) de l'UE, sous la direction de **Tanja Buzek**, coordinatrice en chef. Grâce à la participation active de 31 de ses membres aux différents GCI de l'UE, le CESE fait le lien avec un large éventail d'organisations de la société civile et assure la continuité et l'efficacité des travaux des GCI.

Par une série d'avis destinés aux principales institutions de l'Union, le CESE préconise avec constance que les GCI jouent un rôle fort dans la **mise en œuvre des chapitres sur le commerce et le développement durable des accords commerciaux**. Cet outil politique concilie ouverture commerciale et objectifs sociaux et environnementaux essentiels.

La **communication de la Commission européenne de 2022 sur les GCI** reprend plusieurs propositions présentées par le CESE et les GCI, notamment:

- des sanctions commerciales en dernier ressort en cas de violations des dispositions sur le commerce et le développement durable;
- des feuilles de route détaillées en ce qui concerne la mise en œuvre, assorties d'un suivi par la société civile;
- le renforcement du rôle de la société civile et des GCI.

Sur cette base, nous avons publié en 2023 un [avis](#) soutenant le réexamen approfondi, par la Commission,

des chapitres portant sur le commerce et le développement en tant qu'étape cruciale de la stratégie de la Commission visant à améliorer le dialogue avec la société civile en matière de politique commerciale. Dans cet avis, le CESE encourage en outre une **coopération plus étroite entre l'Organisation mondiale du commerce et l'Organisation internationale du travail** afin de promouvoir le travail décent et les normes du travail au moyen d'instruments commerciaux.

Regarder vers l'avenir

Le CESE continue de mettre en évidence les travaux des GCI au moyen de réunions conjointes annuelles appelées «[réunions de l'ensemble des GCI](#)». Il préconise que les GCI jouent un rôle plus important à chaque étape de l'élaboration des accords commerciaux, étant donné qu'ils tirent largement profit des informations recueillies par le truchement des mécanismes de suivi de la société civile.

Les organisations de la société civile offrent une expertise précieuse, des connaissances locales et un véritable engagement envers leurs communautés. En les associant à un stade précoce du processus, les décideurs peuvent mieux recenser, évaluer et résoudre les écueils potentiels, en prévenant les problèmes avant que les accords commerciaux ne soient finalisés.



Je suis fière de ce que les GCI s'associent pour transformer les frustrations existantes en actions. Le CESE offre une plateforme à ce nouveau format, en réunissant tous ses membres une fois par an, en renforçant les canaux institutionnels et en éliminant les cloisonnements.

Tanja Buzek, coordinatrice en chef des GCI pour le CESE

